

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

Références : D-2026-0050
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre d'une action régionale menée par la DREAL PACA qui a pour objectif de vérifier les conditions d'élimination des déchets ultimes.

En effet, une priorité des lois relatives à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV, 2015) et la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC, 2020) est la réduction de l'élimination des déchets par enfouissement, qui doit rester une solution de dernier recours pour favoriser leur valorisation matière ou énergétique. Ainsi, un objectif national décliné à l'échelle régionale impose qu'en 2025, les quantités de déchets stockés dans des installations de stockage de déchets non dangereux soient limitées à 50% des volumes enfouis en 2010.

Dans ce cadre, une visite est organisée par ISDND pour vérifier les conditions d'élimination, notamment le contenu des camions lors des déchargements (respect du R.541-48-3 du CE). Cette visite a donc été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux limitée à 124 000 tonnes/an pour l'année 2025, répartie sur le casier B3 et le casier B4.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Indisponibilité contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Traçabilité RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Condition de déchargement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30	Sans objet
2	Rapport annuel de caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV	Sans objet
3	Attestation tri SPGD	Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-II	Sans objet
4	Contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-II	Sans objet
5	Habilitation contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-V	Sans objet
7	Contrôle visuel	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		19/09/2021, article R541-48-3-IV	
8	Registre refus	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de procédures de contrôle administratif et visuel à appliquer sur son installation lors des opérations de réception des déchets au sein du site.

On constate l'implantation de caméras utilisées pour ces contrôles d'admission des déchets.

Lors de l'inspection, il a été constaté que les procédures étaient effectivement appliquées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Condition de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ; - vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ; - réalise une pesée ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, on constate le déchargement de deux camions (FMA) fond mouvant alternatif, qui sont remplis d'ordures ménagères (OM).</p> <p>Le premier provient du centre de transfert de Rousset et le second du centre de transfert de Vitrolles.</p> <p>Lors du déchargement des OM en provenance du centre de transfert de Rousset, les conducteurs d'engins ont repéré et écarté un déchet d'équipement électrique et électronique (DEEE) (micro-ondes). Ce type de déchet étant interdit en enfouissement, l'agent à la bascule a été informé directement pour notifier ce refus sur le registre prévu à cet effet.</p> <p>L'exploitant a transmis la procédure de contrôle visuel des déchets à l'entrée et le contrôle en lien avec la procédure de vidage des déchets dans le casier.</p> <p>Pour chaque centre de transfert, l'exploitant a transmis les fiches d'informations préalables complétées et signées par le producteur/détenteur du déchet, soit les villes de Rousset et de Vitrolles.</p>

<p>On note aussi la présence pour chaque client d'un certificat d'acceptation préalable.</p> <p>Un contrôle de la radioactivité est réalisé pour tous les camions de déchets entrants dans l'installation.</p> <p>Au niveau de la bascule, chaque chauffeur repart avec un bon de transport et un bordereau de suivi de déchet (BSD).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport annuel de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de caractérisation annuelles pour les deux camions contrôlés.</p> <p>Pour le centre de transfert de Rousset : caractérisation sur les OM d'une collecte de la Commune de Rousset en date du 25/06/2025 (tri sur la fraction des déchets supérieurs à 100 mm).</p> <p>Pour le centre de transfert de Vitrolles : caractérisation sur les OM d'une collecte de la Commune de Vitrolles en date du 14/05/2025 (tri sur la fraction des déchets supérieurs à 100 mm).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Attestation tri SPGD

Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p>

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,

2° Les papiers graphiques ;

3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.

7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

Pour les deux camions contrôlés, l'exploitant a transmis les documents des producteurs des déchets attestant sur l'honneur de la mise en œuvre que les moyens nécessaires sont mis en place pour collecter de manière séparée les cinq flux valorisables et recyclables (bacs séparés, bennes mises à disposition par une entreprise de collecte...) et que les déchets sont issus d'un centre de tri des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-II

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.

<p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'un dispositif de contrôle par vidéo qui est implanté à proximité du casier en exploitation, soit les alvéoles 1 et 2 du casier B4.</p> <p>A partir du bureau des entrées, il est possible de visualiser sur plusieurs écrans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; - la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>Ces vidéos sont sauvegardées pendant une durée d'un an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Habilitation contrôle vidéo

<p>Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une liste exhaustive des agents métropolitains habilités à accéder aux images.</p> <p>Un dispositif d'authentification par code secret est délivré aux personnes habilités.</p> <p>On observe également un accès à distance possible pour la société ayant installé le dispositif afin d'assurer la maintenance des caméras.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Indisponibilité contrôle vidéo

<p>Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-iV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours</p>

calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

Constats :

L'exploitant a transmis le registre du suivi du dispositif de contrôle par vidéo pour l'année 2024 et l'année 2025.

Les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo sont notifiées dans le registre.

Est consigné aussi dans ce registre, la nature du dysfonctionnement et il est précisé si l'intervention a eu lieu à distance ou a nécessité un déplacement vers l'installation.

Pour chaque année le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires.

Toutes les problématiques, ayant entraîné une indisponibilité du dispositif, n'ont pas excédées cinq jours consécutifs.

Les données enregistrées numériquement permettent de visualiser, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date et l'heure d'enregistrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir les séquences vidéos enregistrées du 01/08/2025 au 31/10/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la procédure de contrôle visuel des déchets à l'entrée et le contrôle en lien avec la procédure de vidage des déchets dans le casier.</p> <p>Le conducteur d'engin reste présent pendant toute la durée du vidage afin de contrôler visuellement les déchets et détecter tout refus éventuel.</p> <p>Si un refus est identifié, le conducteur d'engin l'isole, l'identifie et informe l'opératrice du pont bascule. Le refus est alors enregistré dans le registre des refus.</p> <p>Pour une semi, le refus est déposé dans une benne appropriée. Pour un camion benne, le refus est directement rechargé dans le camion et repart avec celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Registre refus

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une copie du registre refus de l'année 2025.</p> <p>Ce registre se compose de deux onglets, les refus à la bascule (en général 100 % issu du camion) et les refus lors du déchargement des déchets dans le casier.</p> <p>Sont notifiés sur ce registre, la nature des déchets refusés, le producteur, le transporteur, la date de délivrance de l'accusé de réception et l'exutoire final du déchet refusé. La traçabilité est donc assurée. La masse des déchets réexpédiée est pesée et fait l'objet d'une traçabilité sur GEREPE et Vigiedéchets.</p> <p>Les producteurs responsables des déchets refusés sont prévenus par la Métropole du motif et des</p>

quantités refusés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité RNDTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>On constate sur Vigiedéchets que le registre des déchets entrants est complété jusqu'au 29/11/2025 (date de consultation par l'Inspection : 27/01/2026).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déclarer sur Vigiedéchets son registre entrants de décembre 2025 à ce jour.</p> <p>L'Inspection rappelle que les déclarations doivent avoir lieu au plus tard 7 jours après la réception des déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois